

Les impôts au centre des discussions

FORMATION Voici le squelette de la note et quelques ébauches de mesures

- ▶ Les formateurs ont fait rapport au Roi.
- ▶ Le point de friction : le budget.
- ▶ Mais il y a des convergences : justice accélérée ou lutte contre le terrorisme.
- ▶ Un gouvernement en septembre ?

Un gouvernement fédéral à la rentrée ? Le ton était plutôt à l'optimisme, ce dimanche. Charles Michel (MR) et Kris Peeters (CD&V), les deux formateurs, ont fait leur rapport au Roi. A la sortie, un communiqué laconique du Palais. « *Sa Majesté le Roi a reçu en audience cet après-midi au Palais de Bruxelles les formateurs. Kris Peeters et Charles Michel qui lui ont fait rapport sur l'évolution de leur mission.* » Soit.

Mais en coulisses, on en a appris un peu plus sur la gestation de ce gouvernement fédéral « suédois », qui devrait réunir le MR, le VLD, le CD&V et la N-VA.

1 L'ambiance ? La semaine dernière, Kris Peeters et Charles Michel ont multiplié les contacts. Ils sont de deux types : des contacts politiques avec les représentants de tous les partis pressentis pour la coalition. Et des contacts techniques, pour élaborer des propositions, et, surtout, les chiffrer. L'ambiance est, dit-on, correcte.

2 Quels sont les points de friction ? Aux dires de plusieurs intervenants, le budget semble être le nerf de la guerre. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut poursuivre les efforts. Mais toute la question est de savoir avec quelles mesures et à

quel rythme. Pour certains, l'effort peut se concentrer massivement sur des réductions de dépenses publiques. Les remplacements de fonctionnaires retraités devraient être réduits. D'autres entendent aussi relever les impôts. On parle de hausses de la TVA. Preuve d'absence de convergence sur le thème des impôts : le CD&V s'est emmêlé les pinceaux ce week-end. Au *Morgen* samedi, Benjamin Dalle, négociateur CD&V, déclarait qu'on ne pouvait imaginer un assainissement de 17 milliards sans impôts nouveaux. Le lendemain, Kris Peeters atténuait lourdement. « *Monsieur Dalle s'exprimait en son nom personnel.* » Le point est manifestement très sensible. De source flamande, on relevait qu'une solution pourrait consister à baisser les charges sur le travail, et compenser par une hausse des taux réduits de TVA et des taxes environnementales.

3 Quels sont les points de convergence ? Tous les partis sont soudés par une même ambition : former un gouvernement sans les socialistes. C'est, semble-t-il, le ciment de cet attelage. Les négociateurs ont à cœur d'entreprendre des réformes structurelles que la présence des socialistes dans le gouvernement précédent rendait impossible, selon eux. Même s'ils ne sont pas d'accord sur la manière de mener l'assainissement budgétaire, ils s'entendent sur la nécessité d'économiser et de dégager, en parallèle, des moyens pour doper l'emploi, notamment dans les PME. Il existe aussi de grandes convergences dans les programmes des différentes formations sur les thèmes de la sécurité, de l'immigration, de la justice, de l'énergie et de la protection sociale.

4 Quelles mesures trouvera-t-on dans l'accord de gouvernement ? On lira ci-contre le squelette de la note en prépara-

tion et quelques mesures qui rencontrent l'adhésion. La feuille de route de la coalition contiendra évidemment des économies de dépenses publiques. Il est aussi question de réduire les frais du fonctionnement des soins de santé. L'accord comprendra aussi des mesures en matière de justice. Ainsi, les partis seraient d'accord de prévoir une justice plus rapide en cas de flagrant délit. Il y aura aussi des mesures de lutte contre le terrorisme, ainsi qu'un processus permettant d'assurer l'approvisionnement du pays en énergie. Il y aura aussi des mesures de lutte contre la pauvreté.

5 Quelles mesures ne trouvera-t-on pas dans l'accord ? A ce stade des négociations, certaines mesures sont exclues. Il s'agit par exemple de la limitation des allocations de chômage dans le temps. La N-VA en avait fait un credo de campagne, mais les négociateurs ont convenu de ne pas retenir la mesure. Il n'y aura pas non plus de septième réforme de l'Etat dans l'accord, ce qui n'exclut toutefois pas des débats communautaires sur d'autres thèmes.

6 Quand aura-t-on un gouvernement fédéral ? Vu l'importance, la complexité et le caractère sensible des dossiers, personne ne parle de gouvernement pour le mois d'août. La tendance est plutôt pour septembre, sans garantie. Durant cette semaine, Charles Michel et Kris Peeters vont s'atteler à la rédaction de notes, avec les points de convergence et de divergence. Dans la seconde moitié du mois « *autour du 18* », des réunions plénières commenceront et on débattrà des notes écrites préparées d'ici là.

Avant de voir advenir, sauf couac, la fameuse suédoise, avec le bleu des libéraux et le jaune de la Flandre... ■

BERNARD DEMONTY (avec D.V.)

Peeters Formateur et philosophe : « C'est l'ensemble qui compte »

ENTRETIEN

Interrogé dimanche par nos confrères du *Standaard*, Kris Peeters, le coformateur et futur Premier ministre de la « suédoise », ne se rue pas sur un bon policier pour se détendre. Il lui préfère la lecture des grands philosophes. Il y a peu, il a troqué celle de Schopenhauer pour se plonger dans les pensées de Georg Wilhelm Friedrich Hegel (1770-1831). Dont il tire déjà profit.

A lire le communiqué conjoint que vous cosignez avec Charles Michel, on a le sentiment que l'architecture du prochain gouvernement est déjà connue...

Du calme, du calme. Nous disposons d'une méthode de travail, nous connaissons les thèmes qui seront à l'ordre du jour, nous avons identifié les contours des points de vue des différents partis. Mais comme le disait Hegel : « Das Wahre ist das Ganze ». C'est l'ensemble qui compte. Cette réflexion s'applique aussi à nos travaux. Si l'on veut connaître quelque chose, il faut tout connaître : tous les chapitres s'interpénètrent.

C'est pourtant votre propre collaborateur, Benjamin Dalle, qui a perdu cela de vue, en affirmant, dans « De Morgen » de samedi, qu'une hausse des impôts était inévitable ?

Ce n'était pas une déclaration très sage. Ce point n'a encore fait jusqu'ici l'objet d'aucune discussion. La seule évidence à l'heure actuelle, c'est que nous devons dé-

busquer 17,3 milliards d'euros.

L'accord du gouvernement flamand, auquel vous avez collaboré, prévoit une clé 70/30 : 70 % de réduction de dépenses et 30 % de recettes supplémentaires...

Si votre question consiste à savoir si nous allons dupliquer cette formule à l'échelon fédéral,

© BELGA

je ne peux que vous suggérer de patienter encore quelques semaines. Aujourd'hui, elle n'est vraiment pas à l'ordre du jour.

Quand présenterez-vous votre note de formateur ?

Il n'y aura ni note, ni document qui englobera tout en même temps. A partir du 18 août, nous allons la présenter chapitre par chapitre. Celui du budget en constituera le pivot. Nous débiterons par celui-là. Après un jour ou deux, ce dossier retournera vraisemblablement vers le groupe de travail technique pour complément d'information. Pendant ce temps, nous entamerons un autre dossier - peut-être celui des pensions - pour reprendre ensuite celui du budget. Mais la même formule s'imposera : « Das Wahre ist das Ganze. »

Il n'a pas été simple d'accoucher d'un gouvernement flamand. L'exercice fédéral vous paraît-il plus compliqué ?

Trop tôt pour le dire. Atteindre un accord avec quatre partis est évidemment plus ardu qu'avec trois. Nous poursuivons dans le

calme et la sérénité. Je suis plein d'espoir. Mais je ne suis pas naïf non plus. ■

Propos recueillis par
G. Teg. (trad. D.V.)

LE PROGRAMME

Les grands thèmes et quelques projets

Pour la seconde moitié du mois, Kris Peeters (CD&V) et Charles Michel (MR) doivent rédiger une note. On en connaît les grands chapitres et quelques ébauches de mesures.

Budget. Il faut trouver 17 milliards, mais ce chiffre peut varier. Car si, par exemple, on allonge les carrières, il faudra économiser moins. On réduira les dépenses publiques (c'est sûr) et on augmentera des impôts (c'est débattu).

Pensions. Les négociateurs veulent décourager les départs anticipés, sauf quand ils se justifient vraiment.

Justice. On parle d'une justice plus rapide en cas de flagrant délit.

Emploi. Les négociateurs veulent baisser les charges et doper les embauches.

Soins de santé. On va réduire les coûts d'organisation et de structure des soins de santé.

Sécurité. Le futur gouvernement devrait renforcer la lutte contre le terrorisme.

Energie. Des mesures seront prises pour garantir l'approvisionnement et stabiliser les prix.

B.DY